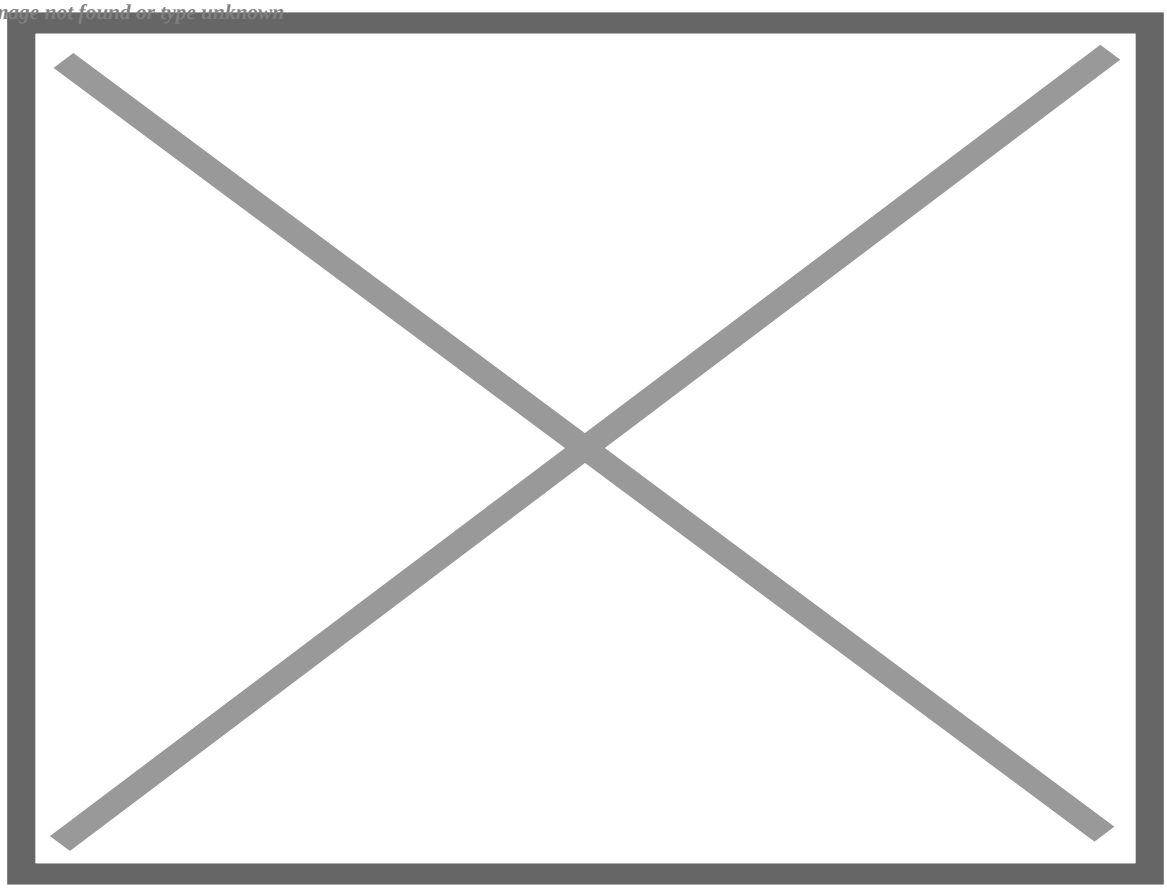
Le gouvernement colombien ratifie son engagement en faveur de la réforme agraire

Image not found or type unknown



La Havane, 31 août, (RHC)- La vice-présidente colombienne, Francia Márquez, a assuré ce mardi que son gouvernement mènera à bien la réforme agraire afin d'obtenir un accès équitable à la terre. Elle a tout de même appelé la population à respecter le régime foncier et la propriété des terres.

Ces déclarations interviennent suite à l'occupation de terres dans certains secteurs de cette nation sud-américaine, comme dans le Cauca, le César et d'autres départements.

À cet égard, Francia Márquez a souligné que le gouvernement respecte les lois et les institutions du pays.

"Ceux qui veulent promouvoir les invasions entravent le travail du gouvernement et cela pourrait les amener à faire l'objet d'une enquête par les autorités", a-t-elle déclaré.

Elle a assuré que la nouvelle administration est prête à régler la dette historique qui existe en Colombie envers ceux qui veulent accéder, par le dialogue, mais pas par la violence, à ce processus de démocratisation de la propriété.

Nous poursuivons notre engagement en faveur de la paix en Colombie, de la justice sociale et de la coexistence pacifique", a déclaré la vice-présidente avant de souligner que le programme du gouvernement permet de progresser vers l'égalité des droits pour tous les Colombiens.

Elle a également réitéré l'engagement de soumettre au Congrès un projet de loi qui permettra de faire avancer la réforme agraire globale dont le pays a besoin.

En tant que gouvernement, nous avons déclaré que les biens détenus par la Société des Actifs spéciaux iront aux personnes les plus vulnérables, celles qui vivent dans des zones à haut risque, aux coopératives, aux femmes et aux jeunes entrepreneurs, a-t-il déclaré.

Cela implique un processus qui doit être mené à bien, dans la mesure où beaucoup de ces propriétés sont en voie d'extinction de propriété et, également, une analyse doit être faite pour la livraison de ces propriétés à ceux qui en ont le plus besoin, a souligné le gouvernement.

La Colombie a connu plusieurs périodes de violence au cours des 19e et 20e siècles qui persistent encore, et la plupart d'entre elles trouvent leur origine dans le problème de la propriété foncière.

Ils ont apporté avec eux une grande pauvreté paysanne et la violence de l'État, facteurs qui ont conduit à de nombreuses reprises les travailleurs ruraux à prendre les armes pour défendre leur vie et leur bien-être social et économique, et à la poursuite du cycle de la guerre.

Le premier point de l'accord de paix signé entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) de l'époque propose une réforme agraire, dans le but d'éliminer les causes qui ont conduit à la guerre.

Cependant, durant le mandat d'Iván Duque ce point n'a pas été mis en œuvre et la réforme agraire n'a jamais été réalisée.

Le président Gustavo Petro a promis depuis sa campagne électorale de respecter ces accords, ce que le vice-présidente a réitéré ce mardi.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/297972-le-gouvernement-colombien-ratifie-son-engagement-en-faveur-de-la-reforme-agraire

RADIO HABANA CUBA

Radio Habana Cuba